



HAL
open science

La revue Algérie Littérature Action: Accumulations et reconversions de capitaux entre l'Algérie et la France pendant la "décennie noire"

Tristan Leperlier

► To cite this version:

Tristan Leperlier. La revue Algérie Littérature Action: Accumulations et reconversions de capitaux entre l'Algérie et la France pendant la "décennie noire". Transnational capital and transformation of the elites, CESSP, Jun 2014, Paris, France. halshs-01488582

HAL Id: halshs-01488582

<https://shs.hal.science/halshs-01488582>

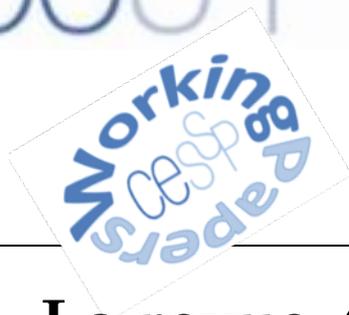
Submitted on 7 Oct 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Centre européen
de sociologie
et de science politique

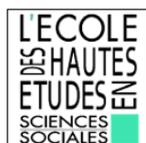


Working Papers

**La revue *Algérie Littérature/Action*.
Fragilité d'un capital transnational entre l'Algérie
et la France pendant la « décennie noire ».**

par Tristan LEPELIER

n°3i
juin 2015



La revue *Algérie Littérature/Action*
Fragilité d'un capital transnational entre l'Algérie et la France pendant la
« décennie noire ».

Tristan Leperlier¹

RESUME

La revue Algérie Littérature/action, fondée à Paris en 1996 et portant sur la littérature algérienne, permet d'appréhender les transferts de capitaux, symboliques et économiques, entre deux pays marqués par leur histoire coloniale, l'un dominant et l'autre dominé dans la République mondiale des lettres. C'est dans le contexte de la guerre civile algérienne que, de manière tout à fait exceptionnelle, la revue, portée par des militants, reçoit des soutiens économiques et symboliques français considérables, faisant d'elle une revue centrale pour la littérature algérienne. Mais ce capital français, en bonne partie politique et conjoncturel, est difficilement reconvertible à long terme en France pour cette revue par ailleurs « marquée » comme algérienne. Il est également difficilement reconvertible en Algérie, puisque la maison-sœur implantée à Alger, à la fois trop petite et trop grosse de ses capitaux français, ne parvient pas à s'adapter durablement au marché local, tandis que le caractère politisé de ceux-ci est stigmatisé par la jeune génération.

Mots-clés : revue ; champ littéraire ; transnational ; crise politique ; économie de l'édition ; postcolonial ; France ; Algérie.

ABSTRACT

A study of the journal Algérie Littérature-Action, founded in Paris in 1996 and focusing on Algerian Literature, allows an understanding of the exchange of both symbolic and economic capital between dominant and dominated postcolonial countries in the "world Republic of Literature". Because of the civil war in Algeria during the 90s, the journal, which had militant roots, gained considerable economic and symbolic support from the French intelligentsia and became one of the most influential publications in Algerian literature. However, this capital was short-lived in both countries. On the one hand, the French capital, provisional because of its political origins, was impossible to maintain in France for a journal labeled as Algerian. On the other hand, the French capital could not be transferred in Algeria, because the sister publishing house there was paradoxically too small and too large for the Algerian market. Moreover, the political dimension of this French capital has been rejected by the youngest generation of Algerian writers.

Keywords: journal; literary field; transnational; political crisis; economy of edition; postcolonial; France; Algeria.

La revue/maison d'édition *Algérie Littérature/Action* (ALA)² se trouve dans une position complexe entre la France et l'Algérie. S'intéressant essentiellement à la

¹. Tristan Leperlier est docteur en sociologie de l'EHESS (CESSP): « Une guerre des langues ? Le champ littéraire algérien pendant la "décennie noire" (1988-2003): crise politique et consécration transnationales. »

littérature algérienne, elle est créée à Paris à partir de 1996, avant de s’implanter également à Alger en 1999. Fondée par un Algérien et une Française, Aïssa Khelladi et Marie Virolle, elle est soutenue par un comité prestigieux d’intellectuels des deux pays basé à Paris, dans le but premier d’offrir un espace d’expression aux écrivains algériens, dans un contexte de guerre civile qui avait mis à mal la majeure partie du monde littéraire algérien.

Nous essaierons de montrer la fragilité de la constitution d’un capital transnational pour cette revue, entre la France et l’Algérie. Selon la définition que nous utiliserons ici, le capital transnational se caractérise par la valeur supplémentaire attachée à un capital (économique, culturel, spécifique...) grâce au transfert d’un bien d’un pays à un autre. Ce transfert reste sensible par une présence symbolique, un marquage (la littérature *venue* d’Algérie, un roman algérien *publié en* France). Cette constitution (ou augmentation) de capital est plus ou moins forte suivant la direction du transfert, suivant l’histoire des hiérarchies symboliques entre les pays et les espaces sociaux concernés. Or la domination symbolique (et en réalité multiforme) de la France, et surtout de Paris, sur la littérature mondiale et francophone en particulier, liée quoiqu’irréductible à la seule histoire coloniale, entraîne des transferts tout à fait inégaux avec l’Algérie (Casanova 2008 ; Sapiro (ed.) 2008). La marque algérienne est moins rentable dans le champ littéraire français que la marque française ne l’est dans le champ littéraire algérien, la première étant généralement présentée comme un stigmate de relégation, au mieux comme un capital « d’exotisme postcolonial » (Huggan 2001) en phase avec les exigences du marché d’accueil, la seconde comme une proximité à « l’international ».

Le capital transnational, soit la présence valorisée de la marque symbolique d’un transfert dans un bien, ne saurait donc être pensé de manière homogène suivant que l’« international » en question est « central » (la France) ou « périphérique » (l’Algérie) (Wallerstein 2004). Par ailleurs, les circonstances peuvent valoriser ou dévaluer un capital transnational en modifiant les hiérarchies symboliques transnationales, ou en rehaussant le prestige d’une région périphérique. C’est là le facteur principal de fragilité du capital transnational pour le cas qui nous intéresse. Née des circonstances de la guerre civile et des mouvements de solidarité français à l’égard de l’Algérie, la revue devient centrale dans le champ littéraire algérien du fait de l’accumulation de capitaux parisiens, mais ne parvient pas à conserver sa position quand la conjoncture change. C’est qu’elle n’est pas parvenue à s’implanter *réellement* dans l’espace³ littéraire algérien, mais seulement

². ALA est une revue publiée par les éditions « Marsa », SARL de presse, et reste la principale publication de cette maison d’édition. Dans la mesure où la revue publie jusqu’en 2002 un long inédit (roman, théâtre, recueil...) en première partie (on parle de « revue-collection » ou de « livrazine »), la confusion est habituellement faite chez les enquêtés entre la revue et l’éditeur. En Algérie à l’inverse, « Marsa Editions », qui est une SARL d’édition, publie davantage de textes en plus de la revue. Les relations se font entre les deux maisons d’édition sœur : Marsa (dite Marsa Paris) et Marsa Editions (dite Marsa Alger).

³. Nous utilisons « espace littéraire » pour désigner l’ensemble des institutions et des acteurs composant le monde des lettres, et réservons « champ littéraire » à l’espace de concurrence entre écrivains. Pour cette raison, on parlera souvent dans ce travail sur la revue ALA de « champ littéraire algérien », car la faiblesse des autres institutions littéraires algériennes lui confère un rôle central

symboliquement : les capitaux français sont difficilement reconvertibles en Algérie, second facteur de fragilité ici du capital transnational.

Cette étude porte essentiellement sur la période 1996-2002 et s'appuie sur une lecture systématique des numéros de la revue jusqu'en 1999 ; un travail sur ses archives qu'il nous a été permis de classer et consulter⁴ ; et des entretiens avec les fondateurs et un certain nombre de collaborateurs de la revue.

1. Les valeurs différenciées de l'internationalité.

Revue de littérature algérienne située en France, *ALA* n'a pas les mêmes succès dans les espaces symboliques algériens et français. Dans un entretien à la revue *Encres Vagabondes* le 5 décembre 1996, Marie Virolle déclare : « On est dans la marge la plus incroyable, avec pourtant comme objectif d'être dans la centralité la plus grande. » Elle reste toutefois ambiguë sur l'espace pour lequel ils ambitionnent d'être centraux : quoi qu'il en soit, cette ambition est rapidement oubliée pour la part française (si elle a jamais existé), alors qu'elle est couronnée de succès pour la part algérienne.

1.1. Marginalité française.

La revue-maison d'édition reste effectivement marginale en France. La réalité de ses financements indique dans quels espaces la revue s'inscrit, par delà l'ambition affichée. Le financement de la Maison des Sciences de l'Homme (MSH) montre une inscription dans l'espace des revues universitaires portant sur des aires culturelles (comme *Awal*, soutenue également par la MSH), où elle a acquis une bonne réputation : Marie Virolle est elle-même chercheuse au CNRS, et un grand nombre des collaborateurs de la revue sont universitaires, souvent réputés. Le FAS (Fonds d'Action Sociale⁵) est devenu avec le temps le plus important bailleur de fonds, passant d'un tiers à la moitié des subventions totales reçues entre 1997 et 2002. Ce financement souligne, contrairement à l'ambition proclamée de ne pas en faire une « revue d'exil**⁶ », sa proximité avec les revues communautaires ou portant sur les questions de multiculturalité et d'immigration, avec lesquelles les échanges de publicité sont les plus nombreux (comme *Hommes et Migrations* ou *Ecarts d'identité*). *ALA* fait ainsi partie d'une association de revues, l'« Association des Revues Plurielles », qui partagent ces types de questions. Mais en tant que revue littéraire interculturelle, ou revue à tendance universitaire « francophoniste », elle se

dans le positionnement relatif des écrivains ; on parlera à l'inverse souvent d'« espace littéraire français » dans la mesure où *ALA* ne joue aucun rôle dans le champ littéraire français, mais est positionnée au sein des champs de revue et d'édition.

⁴. Ces archives sont situées dans le local de la revue, rue de Rochechouart à Paris.

⁵. Le FAS, fondé en 1958 « pour les travailleurs musulmans d'Algérie en métropole et pour leur famille », a ensuite étendu son public (le Fastif : Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leur famille), d'abord aux immigrés de toutes nationalités, puis à toute personne souffrant de discrimination, et diversifié ses activités.

⁶. Tout au long de cet article, l'astérisque* renvoie à un entretien personnel fait avec Marie Virolle à Paris le 31 octobre 2012, la double astérisque** à un entretien personnel avec Aïssa Khelladi, à Alger le 23 avril 2014.

trouve marginale au sein du champ des revues françaises « non-marquées⁷ », comme le prouve l'absence presque entière de citation ou autre soutien symbolique parmi celles-ci.

En tant qu'éditeur (puisque à chaque numéro, elle publie un long inédit, souvent un roman), ALA finit par assumer pleinement sa position marginale. Marie Virolle reconnaît dans plusieurs entretiens qu'il ne s'agissait pas de concurrencer Gallimard. Bien plus, elle affirme avoir conseillé à Salim Bachi, dont le manuscrit était prometteur, d'aller se présenter chez de grands éditeurs : il sera finalement publié chez Gallimard, et accordera son premier entretien à ALA. Mettant en avant sa position de petite maison, elle dit « prend[re] des risques » à publier des auteurs inconnus. Comme l'indique pendant deux ans la quatrième de couverture,

« La revue soutient cette littérature [algérienne] en lui ouvrant un lieu autonome, loin des pressions économiques et idéologiques, un espace où sa diversité peut s'exprimer avec pour seul critère la force des textes. L'ambition d'*Algérie Littérature / Action* est également de susciter des dynamiques, d'encourager les nouveaux auteurs, d'ouvrir des espaces de rencontre et de réflexion. La revue prend le risque, renouant en cela avec une vieille tradition, de publier des œuvres inédites intégrales, même longues (romans, récits, théâtre), et de les immerger dans une actualité littéraire déjà reconnue. »

Cherchant à objectiver sa position en se référant en filigrane aux travaux de Bourdieu, les fondateurs de la revue mettent en relation la taille de leur maison avec l'« autonomie » qu'ils revendiquent par rapport aux logiques économiques⁸. De fait, elle fait « de nécessité vertu ». Les auteurs, vivant en Algérie ou en France, qui envoient leurs manuscrits à ALA ont généralement été refusés par de plus grandes maisons d'éditions, ou ont anticipé des refus : ALA à l'inverse insistait sur son ouverture aux Algériens les moins reconnus. Une telle position lui permet de se faire « découvreur de talent* ». Refusé par Le Seuil, le premier roman de Maïssa Bey *Au commencement était la mer* publié par ALA sera un succès de librairie, en particulier après sa cession de droits aux éditions de L'Aube. L'image du « tremplin* » que Marie Virolle utilise pour décrire son rôle d'éditeur reflète bien la réalité de sa position.

1.2. Centralité algérienne.

Cette capacité à sortir ses écrivains de la marginalité en donnant accès à la publication parisienne n'est pas pour rien dans le succès d'ALA dans le champ littéraire algérien.

⁷. C'est-à-dire portant sur la littérature française centrale, donc « européenne » et « blanche ». C'est le propre des littératures centrales de se concevoir et d'être pensées comme non-marquées. Sur le caractère racialisé de la « littérature française », voir (Leperlier 2011)

⁸. Cette manière d'assumer politiquement la réalité de cette marginalité économique se retrouve chez les éditeurs indépendants dont parle Sophie Noël, *L'Édition indépendante critique : engagements politiques et intellectuels*, Lyon, ENSSIB, 2012.

Cette centralité se lit dans les lettres reçues à la revue. Dans une lettre d'octobre 1996⁹, un lecteur algérien immigré en France, très enthousiaste à la parution de la revue, y voyait un moyen de lutter contre l'isolement : « Beaucoup trop d'intelligences dispersées, esseulées, et donc déprimées. » Il y voyait également un lieu d'échanges dans un pays (la France) qui met les « Arabes sur la touche », voire une nouvelle république des lettres algériennes, un centre accessible à tous : « Enfin une chose qui ne sera pas autre chose que ce que nous en ferons ». Cette centralité dans le champ littéraire algérien est liée au prestige qu'elle a su acquérir. Dans une lettre de décembre 1999¹⁰, une écrivaine éconduite, qui aura quelques temps plus tard un rôle important dans l'animation culturelle algérienne en France, s'avoue déçue de ne pas être publiée par « revue aussi prestigieuse que Algérie Littérature/Action ».

Bien plus, cette centralité se mesure au nombre et à la qualité de ses contributeurs. Un quart des écrivains algériens actifs à cette période a publié au moins une fois dans la revue entre 1996 et 1999, et le taux monte à près de 40% quand on ne prend en compte que les francophones (et bilingues)¹¹. De fait, elle remplit en la matière un vide absolu dans l'espace littéraire algérien des deux rives, surtout pour sa part francophone (plusieurs revues existent pour la littérature algérienne d'expression arabe).

Comme dans d'autres collectifs, les contributeurs écrivains d'ALA (toutes contributions confondues) sont majoritairement très marginaux dans l'espace d'accueil : « marqués » par leur origine¹², ils sont en outre souvent nouvellement arrivés en France. Bien plus, ils le sont dans le monde littéraire francophone en Algérie : journalistes (Aïssa Khelladi, Hassan Bouabdellah...) ou universitaires (Zineb Ali Labidi, Soumya Ammar-Khodja ...), ce sont de nouveaux entrants dans le champ littéraire, qui n'habitent parfois pas à Alger (El-Mahdi Acherchour...). On constate par ailleurs une surreprésentation des femmes¹³. Pourtant ces contributeurs écrivains étaient généralement reconnus dans les espaces professionnels qu'ils ont parfois dû quitter (dès lors en situation de déclassement professionnel, au moins provisoire, du fait de leur émigration en France). Les rares écrivains arabophones publiés dans la revue (Waciny Laredj, Merzak Bagtache, Abdelhamid Benhaddouga, Mohamed Sari), sont même tout à fait centraux dans l'espace littéraire algérien de langue arabe.

La revue réussit pourtant à attirer dans ses pages des écrivains algériens reconnus, même si ils sont rares à y publier régulièrement. Ils publient en effet généralement déjà dans des maisons d'édition françaises, dès avant la guerre civile ou depuis son embrasement. Sur les 26 premiers numéros, aucun écrivain reconnu n'a publié plus de trois textes (fiction, entretien, ou autre), en dehors de Jamel-Eddine Bencheikh, plus connu pour ses travaux de traduction, et Waciny Laredj. En

⁹. Archives d'ALA, Boite « courrier 1996 ».

¹⁰. Archives d'ALA. Boite « courrier 1999 ».

¹¹. Selon notre base de données prosopographique, portant sur les écrivains algériens en activité entre 1988 et 2003.

¹². Sur la domination symbolique des écrivains « francophones » (c'est-à-dire francophones non-français) dans le champ littéraire français, voir notamment (Ducournau 2012)

¹³. L'ensemble des contributeurs (à la fois écrivains et critiques) femme jusque fin 1998 représente 40% du total, quand, à titre de comparaison, elles ne représentent que 20 à 25% des écrivains de la période selon notre base de données prosopographique.

revanche, un nombre non négligeable d'écrivains importants dans le champ littéraire algérien accorde des textes courts ou des entretiens à la revue : Abdelkader Djemaï, Jean Pélégri et Leïla Sebbar donnent trois textes, Malika Mokeddem et Habib Tengour deux, Mohammed Dib et Assia Djebar un. La fréquence des contributions est donc inversement proportionnelle à la notoriété des écrivains, et s'apparente donc parfois à un acte de parrainage. *ALA* parvient ainsi à prendre une position centrale dans le champ littéraire algérien, recevant le soutien des plus reconnus, et amenant à elle des nouveaux venus non complètement marginaux, attirés par la perspective de l'entrée dans l'espace littéraire français.

On voit qu'il est difficile de parler pour ce cas précis d'un capital transnational homogène : les valeurs de l'internationalité varient suivant les hiérarchies symboliques internationales et les contextes spécifiques à chaque champ considéré. Marginale car marquée comme non-centrale dans un espace littéraire français par ailleurs saturé, la revue est en revanche marquée positivement, dans un espace algérien déstructuré, pour sa proximité et surtout l'accès qu'elle donne à l'« international » français. Cet ajustement, mais également l'importance des capitaux français que la revue a su accumuler, sont à l'origine de sa centralité algérienne.

2. Le transfert de capitaux français.

On peut dire qu'*ALA* a accumulé un capital transnational dans la mesure où sa centralité dans le champ littéraire algérien vient en bonne partie de ce que, quoique algérienne dans sa marque, elle a pu profiter dans un contexte politique particulier de capitaux économiques et symboliques français.

2.1. Des capitaux économiques français affirmés.

Le capital économique accumulé par la revue pour exister est en effet entièrement français. Comme on l'a déjà évoqué, ses subventions viennent d'institutions françaises : Centre National du Livre (CNL), Centres Culturels Français d'Algérie (donc du Ministère des Affaires Etrangères), Fond d'Action Social (FAS), Maison des Sciences de l'Homme (MSH). Contractuellement, la mention de ces aides figure sur les ouvrages qui en ont bénéficié. Mais sporadiquement, l'origine uniquement française de ces fonds est rappelée, comme gage de l'autonomie de la revue par rapport aux possibles pressions politiques algériennes : opposant par avance à l'argument nationaliste de la « trahison » celui d'une autonomie intellectuelle dénationalisée¹⁴. C'est le cas par exemple dans une lettre adressée à la direction de *Télérama* en février 1999 après que l'un de ses journalistes a accusé Aïssa Khelladi d'être lié aux services secrets algériens. Plus tard à l'inverse, à la suite du semi-échec de l'expérience de Marsa Alger (voir plus bas), Aïssa Khelladi déplore n'avoir jamais reçu d'argent de la part du gouvernement algérien :

¹⁴. Pour autant les subventions françaises n'ont pas été neutres dans l'évolution de la revue, notamment sur son recentrement partiel sur les littératures « beurs ».

« [...] la revue, *Algérie Littérature/Action*, a eu beaucoup plus de lecteurs en France qu'ici. Ici, j'arrivais pas à avoir un abonnement, j'arrivais pas à faire un terrain, j'arrivais pas à vendre. [...] pour l'acheter, il n'y avait personne, pour aider personne, l'ambassade de France m'a aidé un peu au début pour deux, trois numéros, mais après ben ils pouvaient pas aider non plus tout le temps. Le Ministère de la culture n'a jamais donné de deniers publics pour la revue, ils n'ont jamais donné. »^{**}

Le début de cet extrait évoque un autre aspect du capital économique de la revue, celui des abonnements. Dans une publicité datée de mai 1997, diffusée à l'occasion du premier anniversaire de la revue, la rédaction déclare avoir plus de 400 abonnés dont une trentaine de grandes bibliothèques. Or là encore la part algérienne n'est pas dominante ni même majoritaire. A la lecture du « fichier client » créé en octobre 1997 (qui rassemble l'ensemble des commandes et des abonnements à cette date, ce qui correspond à 450 noms environ), on constate que les noms des lecteurs réguliers de la revue se partagent assez également entre noms à consonance « française » et « algérienne »¹⁵. Et même quand elle a été diffusée en Algérie à partir de 1999, la quasi-totalité des abonnés habitaient en France, ou dans d'autres pays du « nord » (pays francophones du nord, Etats-Unis, Allemagne...), selon Aïssa Khelladi. Avec l'indication de la trentaine de « grandes bibliothèques », on voit que ce capital économique est tout autant un capital d'ordre symbolique.

2.2. Des capitaux symboliques français euphémisés.

Sa situation parisienne, on l'a vu, est décisive pour comprendre l'attrait dont ALA a fait l'objet. Dans les entretiens ou les publicités, la direction ne manque pas de rappeler l'ensemble des capitaux symboliques qui ont convergé vers elle, quoiqu'avec une tendance cette fois à l'euphémisation de leur dimension proprement française.

C'est le cas dans cette publicité déjà citée, où il est indiqué que de « nombreux articles de presse, des émissions de radio et de télévision » ont été consacrés à la revue. Leur dossier de presse est en effet très important. Outre de nombreux articles et entretiens dans la presse papier française (*Le Monde*, *Libération*, *Télérama*, *Le Nouvel Observateur*...) et algérienne francophone (*El Watan*, *La Tribune*, *La Nation*...), les animateurs ont été plusieurs fois invités dans les médias audiovisuels (France Culture, « Bouillon de culture », « Qu'est-ce qu'elle a dit Zazie ? »...), allant jusqu'à mettre en place un jeu-concours avec « Beur-FM » en décembre 1999 (mois de ramadan). Par ailleurs leurs écrivains sont invités dans un grand nombre de manifestations publiques, comme lorsque certains de ses numéros ont été sélectionnés par la « Quinzaine de la FNAC » au printemps 1999. Mais ce sont deux

¹⁵. Le critère grossier de la « consonance », qui recoupe l'opposition entre noms chrétiens et musulmans, ne permet pas bien sûr de déterminer le lieu de naissance ni la nationalité des personnes. Charles Soulié et Brice Le Gall ont adopté une méthodologie équivalente et s'en expliquent dans « Voyage en terre d'asile académique. Éléments pour une histoire sociale des étudiants étrangers de Paris VIII et d'ailleurs », in Charles Soulié (dir.), *Un mythe à détruire? Origines et destin du Centre universitaire expérimental de Vincennes*, Vincennes, Presses universitaires de Vincennes, 2012.

exemples français qui sont cités : ils rappellent la formule de Philippe Vallet à France Info, « véritable coup de tonnerre dans l'édition parisienne », et annoncent un grand article avec photo à paraître dans le *Télérama* du 4 juin 1997. Sans mettre en avant le fait qu'ils sont français, cette publicité accrédite le prestige attaché à ces médias.

Il en va de même pour les « collaborateurs prestigieux » de la revue évoqués également dans cette publicité. En première page de chaque numéro, figurent les noms du comité de « collaborations et parrainages », les deux termes étant habilement mélangés alors qu'ils ne se recoupent pas (les plus prestigieux d'entre eux ne « collaborent » généralement pas, on l'a vu). Derrière la juxtaposition de noms classés par ordre alphabétique, on constate que la majeure partie possède un lien plus qu'étroit avec la France : il s'agit de prestigieux intellectuels algériens vivant en France (Mohammed Dib, Assia Djebar, Leïla Sebbar qui est d'origine algérienne mais de nationalité française...), ou encore proprement français (Pierre Bourdieu, Jacques Derrida, Etienne Balibar...). Ce sont d'ailleurs ces derniers qui sont les plus cités en entretien par les rédacteurs ou les écrivains de la revue, comme Marie Virolle :

« [...] les gens se sont abonnés magnifiquement sans avoir pratiquement rien en main, juste par confiance dans la qualité du travail qui serait fait, avec le soutien de Bourdieu, Derrida, Balibar, Jeanson et tout, tout le monde est venu parce que ces intellectuels-là nous ont vraiment permis de nous asseoir sur déjà, une petite notoriété symbolique... un petit capital symbolique comme dit Bourdieu, on avait le capital symbolique et le capital a suivi par les abonnements. »*

Méconnu et donc reconnu, ce prestige symbolique français a par ailleurs la particularité de reposer originellement sur une dimension militante.

2.3. Un transfert politique de capitaux.

L'intérêt que portent ces intellectuels symboliquement dominants à une petite revue algérienne ne laisse pas de dérouter en effet si l'on s'en tient aux hiérarchies symboliques internationales dans le monde des lettres. C'est que ces parrainages relèvent d'un acte politique conjoncturel, lié à la situation critique de l'Algérie. Cette solidarité avec les intellectuels algériens, à la suite notamment des mobilisations du CISIA¹⁶ présidé par Pierre Bourdieu et dans lequel Marie Virolle a joué un rôle important, réactive par ailleurs les anciennes solidarités de gauche de l'époque de la guerre d'Algérie puis du tiers-mondisme. Universitaires, journalistes, ou appartenant aux milieux littéraires plus largement (écrivains, éditeurs, théâtre...), ces illustres parrains ont avec l'Algérie une histoire, qu'elle soit biographique ou militante. On peut donc distinguer trois groupes de parrains de la revue.

- 1) Les écrivains et universitaires algériens connus. Tous ont été socialisés dans un contexte intellectuel de forte politisation, marqué par la guerre de libération (Mohammed Dib, Assia Djebar, Christiane Chaulet-Achour), et par le socialisme

¹⁶. Comité International de Soutien aux Intellectuels Algériens, fondé en 1993 à la suite de l'assassinat de Tahar Djaout.

pour les plus jeunes (Abdekader Djemaï, Arezki Metref). Certains ont milité au parti communiste algérien (le Parti de l'Avant-Garde Socialiste) comme Naget Khadda ou Waciny Laredj, et ont été menacés en bonne partie pour cette raison.

- 2) Les intellectuels français ayant un lien biographique avec l'Algérie. Jacques Derrida est issu d'une famille juive d'Alger, et l'éditeur au Seuil Louis Gardel est né également à Alger. Sami Naïr, né en Algérie, est installé en tant qu'universitaire et engagé politiquement auprès de Jean-Pierre Chevènement.
- 3) Les intellectuels français militants anticoloniaux ou tiers-mondistes. On compte parmi eux des anciens de la lutte contre la guerre d'Algérie (Etienne Balibar, Pierre Vidal-Naquet) ; des coopérants de l'Algérie socialiste (Pierre Bourdieu, Charles Bonn). La revue des *Temps Modernes*, très active pendant ces deux périodes, est représentée par Marie-France Briselance, Danielle Sallenave puis Claire Etcherelli, qui sans avoir participé à la guerre d'Algérie ont été marquées par les idéologies du tiers-mondisme. Enfin Gabriel Garran, dont les parents juifs ont été déportés, est un militant de la francophonie, lui qui dirige le Théâtre International de la Langue Française (TILF).

Ce caractère politique est sensible dans la ligne éditoriale de la revue elle-même, qui utilise la rhétorique de l'engagement dès son titre : dans un contexte marqué par les violences affectant les intellectuels algériens, et par l'inquiétude de ces derniers, francophones en particulier, face à la pérennité de la culture en Algérie, « publier est un acte politique » (ALA n°3, p.121). Bien plus, la fonction politique de la littérature est pleinement assumée, car elle est perçue comme un médium de compréhension de la crise algérienne : « Cette parole littéraire de l'urgence est autrement plus complexe, plus nuancée, plus humaine que tous les discours politiques ou médiatiques. » (quatrième de couverture pendant deux ans). L'étiquette « littérature de l'urgence », directement liée aux enjeux politiques de la période, est même créée dans ses pages.

Située à Paris, la revue algérienne réussit à accumuler, dans un contexte qui valorise la marque algérienne auprès d'un milieu intellectuel de gauche formé en partie à l'époque de la guerre d'Algérie, un capital français dont la valeur non seulement économique mais surtout symbolique est reconnue par tous dans un espace international hiérarchisé ; un capital transnational donc, mais qui n'en reste pas moins fragile.

3. Fragilité du capital transnational.

Lié à la conjoncture politique, son capital transnational se dévalue en effet très vite en France, et il est par ailleurs difficilement reconvertible en Algérie à cause des contraintes concrètes de son marché.

3.1. Dépolitisation et dévaluation progressive de la revue en France.

Il semble qu'au fur et à mesure que l'Algérie du terrorisme est sortie des médias français, la revue, son lectorat, et ses contributeurs se sont éloignés du militantisme qui les caractérisait au départ. La logique présidant à l'édition de la

revue était en effet en bonne partie militante. Bénévoles, les collaborateurs d'ALA entendaient reconstruire un espace d'expression qui avait été entièrement détruit par la guerre. Marie Virolle en particulier, qui se dit Algérienne « de cœur » sans en avoir la nationalité, a été l'une des personnes à l'origine de la création du CISIA, et perçoit son activité au sein d'ALA dans la continuité de son engagement auprès des intellectuels algériens en péril. Pourtant, dès 1999, les demandes de subventions au CNL¹⁷ insistent sur la volonté de routinisation de la pratique éditoriale :

« L'objectif de faire fonctionner progressivement la revue d'une façon « classique », moins militante, se concrétise doucement, sans que soit perdu de vue, bien au contraire, l'engagement motivé de cette publication au service de la littérature et de la culture algériennes, son caractère novateur et original. »

Si l'on ne peut prendre pour argent comptant des déclarations en vue de l'obtention de financements, celles-ci recoupent toutefois un certain nombre de changements dans la pratique d'édition. Si Aïssa Khelladi, qui « a toujours eu les pieds sur terre* », s'est toujours attribué un salaire quand les finances de l'entreprise le permettaient, on constate cependant une certaine rationalisation des activités à partir de 1999, comme la création d'un local rue de Rochechouart à Paris centralisant les activités et les dépôts, l'emploi régulier d'un salarié et/ou de stagiaires, ou la comptabilisation par Marie Virolle des publications de la revue dans la liste de ses travaux pour le CNRS.

Cette dépolitisation, sensible dans les pratiques, se retrouve dans la modification et la chute de son lectorat. A partir de 2000, les demandes de subventions au CNL ne mettent plus tant l'accent sur le nombre global d'abonnés (par ailleurs très surévalué) que sur le fait que de nombreuses universités internationales et départements spécialisés en littératures francophones sont abonnés. Mais plus largement, cette routinisation du lectorat ne parvient pas à compenser la chute de celui originellement fondé sur l'action militante. Le succès d'estime que reçoit la revue dans ses premières années s'essouffle avec le temps. Marie Virolle évoque ainsi la période faste des abonnements :

« Le début, les 4 ou 5 premières années quand c'était très très chaud autour de l'Algérie, parce que vous savez on est tributaires de l'actualité tout bêtement, donc quand on s'est montés les projecteurs étaient complètement braqués sur nous, après... bon y a eu après une petite remontée 2003 parce que c'était l'année de l'Algérie en France, et après ça a été carrément l'effondrement [...]* »

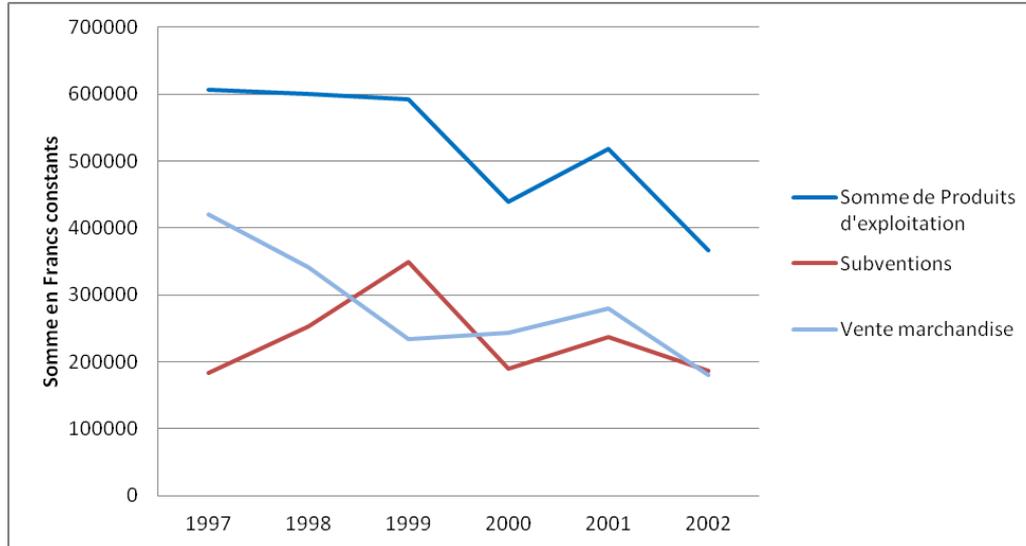
La chute du nombre d'abonnements semble avoir été très brusque. Si en 2002 on n'en compte plus qu'environ 150¹⁸, il semble que le nombre ait été relativement

¹⁷. Archives d'ALA.

¹⁸. Selon un budget manuscrit sans date mais écrit en euros, dans la boîte « courriers 2001-2002 », Archives d'ALA.

stable depuis 2000. Plus largement, on peut suivre la désaffection progressive de la revue à partir des chiffres donnés aux impôts.

Graphique 1. Evolution des revenus des éditions Marsa (Paris) entre 1997 et 1999, en francs constants (conversion pour l'année 2002).



Les courbes ici en dents de scie (subventions, et donc produits d'exploitation) doivent être quelque peu écrasées : les chiffres de fin d'exercice budgétaire sont tributaires de l'irrégularité de paiement des bailleurs de fond ; mais les subventions reçues restent à peu près stables à partir de 1998 (autour de 250 000FF). On constate une baisse du produit d'exploitation sur la période (perte de près de 40%), liée en majeure partie à la baisse de la vente de marchandise, en l'occurrence les ventes des numéros de la revue. La vente par abonnements, qui caractérise les années 1997-1998, s'effrite, et est compensée en partie en 2000-2001 par les ventes au numéro, grâce notamment à l'ouverture d'un local-librairie rue de Rochechouart. Si, à partir de 1999, ALA rejoint le lot commun des petites revues subsistant grâce aux subventions publiques, qui contribuent en moyenne pour moitié à son produit d'exploitation, ce sont à l'inverse les années 1997-1998 qui sont exceptionnelles, et donnent la mesure, au travers des abonnements, du soutien (sinon du succès) français à la revue dans un contexte de mobilisations intellectuelles en France en faveur d'une Algérie en proie aux massacres.

La stigmatisation de la « littérature d'urgence » ou encore la « littérature de témoignage » chez les nouvelles générations d'écrivains cherchant à se distinguer de leurs aînés, étiquettes en partie associées à la revue, ont contribué également à la perte de prestige de celle-ci. La revue a pourtant rapidement réagi au développement de la critique contre cette étiquette, notamment en coupant dès le numéro 17 de janvier 1998 la partie de la Quatrième de couverture consacrée à la question de la « littérature d'urgence ». Pourtant, à une question portant sur ces étiquettes, un jeune écrivain¹⁹ qui y avait publié ses premiers textes avant d'entrer chez un éditeur prestigieux nous expliquait : « *Algérie Littérature/ Action* par exemple

¹⁹. Entretien personnel, mai 2014.

en a fait beaucoup hein sur ça, des romans comme ça : c'est pas resté. Les éditeurs à l'époque publiaient ça tu vois ». Manière de se distinguer d'un « mouvement » duquel il a pu être un temps rapproché, en l'homogénéisant comme une littérature d'actualité qui « ne reste pas ». Le fait qu'ALA puisse ainsi servir de bouc-émissaire, porte-étendard rétrospectif d'une littérature stigmatisée, montre a contrario la centralité qu'elle avait acquise dans ces années.

Prenant acte du changement global de conjoncture, Marie Virolle a donc réorienté Marsa Paris vers les littératures « beur » :

« [...] on s'est retrouvés avec un problème financier, déjà, et on s'est retrouvés avec quand même une situation historique qui avait pas mal évolué, beaucoup des auteurs qui étaient en France soit étaient revenus au pays, soit poussés par nous parce qu'on a servi de tremplin, avaient trouvé des voies éditoriales plus prestigieuses on va dire, et donc on s'est posé la question : est-ce qu'on garde la même ligne ou est ce qu'on infléchit ? Et on a infléchi pour ce qui est de Marsa Paris, vers une ouverture plus grande aux écritures dites « beurs » [...] Et aussi pour pouvoir bénéficier des subventions, voilà, de la région, de l'ACSE²⁰ qui commençait à enlever toute subvention à tout le monde... »*

Perdant avec le temps le crédit symbolique qu'elle avait accumulé grâce à la conjoncture de violences en Algérie et de solidarité en France, ALA conserve toutefois une partie des subventions françaises grâce à sa routinisation et sa « francisation ». Cette dernière marque aussi l'échec, après tout de même six ans d'existence (1999-2005), d'une revue et de publications faites en parallèle de part et d'autres de la Méditerranée. C'est que les capitaux français se sont avérés paradoxalement difficiles à transférer en Algérie.

3.2. Les difficultés de transfert des capitaux français en Algérie.

Refusant d'en faire une « revue d'exil », Aïssa Khelladi et Marie Virolle entreprennent dès 1998 de diffuser ALA en Algérie, et créent en 1999 une « société sœur » à Alger (Marsa Editions), cette fois SARL d'édition. Il s'agit de convertir la centralité symbolique acquise au sein du champ littéraire algérien en centralité réelle, en la donnant effectivement à lire aux Algériens. Portée par Aïssa Khelladi qui se réinstalle à Alger en 2000, l'ambition de Marsa Alger n'est pas militante, mais de devenir une maison d'édition centrale en Algérie, au moment où l'espace littéraire s'y reconstruit à peine. Comme il l'écrit dès avant la création de Marsa Alger dans une lettre datée du 12 septembre 1998²¹, il s'agit de « doter l'Algérie de sa véritable maison d'édition littéraire, avec ses collections et sa revue d'avant-garde²², *Algérie Littérature/Action*. »

²⁰. L'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE) a remplacé en 2006 le FASILD, qui remplaçait depuis 2001 le FAS (cf : p.2).

²¹. Archives d'ALA, « Courrier 1998 ».

²². Le terme est très rarement utilisé dans la communication de la revue, privilégiant l'expression de « nouvelle littérature algérienne ».

Pourtant, loin de « prendre des risques » comme Marsa Paris, Marsa Alger reprend les titres publiés d'ALA qui ont eu le plus de succès, pour les proposer au public algérien au format poche et à bas prix (200 DA généralement). Il s'agit donc de convertir le capital symbolique accumulé dans la marginalité française en centralité algérienne. Bien plus, Marsa Alger diversifie rapidement ses titres en lançant un pôle de traduction, et en achetant des droits à des éditeurs français pour publier en Algérie, à raison de 7 livres publiés en poche par an (entre 2000 et 2002). Cette stratégie lui permet de devenir en 2001 (mais cette année seulement) la première maison d'édition littéraire francophone algérienne en nombre de titres publiés²³.

Cette constitution d'un capital symbolique à partir des ressources françaises n'est possible que par le transfert de capitaux économiques français : Marsa Alger est soutenue par le Bureau du Livre du MAE et le Ministère de la culture français. Tandis que Marsa Paris paye les droits d'auteur, les deux maisons mettent en place un échange de bons procédés économiques. A partir de 2000, l'impression des numéros d'ALA et des livres publiés à part se fait chez un éditeur algérien : en achetant les livres à Marsa Alger, Marsa Paris permet à la maison-sœur de dégager une marge importante, et réduit considérablement ses propres charges (dans un contexte, on l'a vu, de baisse de ses ventes).

Pourtant ces transferts butent sur la réalité du marché algérien. Celui-ci souffre au début des années 2000 d'un manque de professionnalisation : le militantisme qui caractérisait la rédaction parisienne n'est pas remplacé par un salariat solide en Algérie. Mais bien plus il souffre d'une grande étroitesse de lectorat et de grands problèmes de diffusion.

« C'était très très compliqué la diffusion en Algérie, c'est une catastrophe, nous on avait dû prendre un gars qui parcourait l'Algérie avec sa petite camionnette et qui distribuait, et alors quand on n'était pas payés par les libraires mon dieu mon dieu c'était très très *hard*... donc Marsa-Alger n'a pu vivre que grâce à Marsa-Paris pratiquement [...] »*

L'activité de Marsa Alger se fait donc à perte, et ne peut se poursuivre un temps que grâce au soutien de Marsa Paris. Les gains économiques mêmes que Marsa Paris réalisait en faisant imprimer ses numéros en Algérie sont perdus du fait des problèmes d'acheminement des livres. Comme le dit Marie Virolle,

« On a constaté que notre collection en arabe ne marchait pas du tout, que les arabisants n'étaient pas du tout en recherche de littérature, donc on a quand même perdu un peu de sous sur cette affaire [...] On en a tiré les leçons, on a arrêté la collection en arabe, mais de toute façon très rapidement on a été confrontés à ce problème d'import export où on perdait les livres aussi, tout ça été pénible, et du coup on a arrêté... alors après tout s'est arrêté, le pôle de traduction, et finalement la maison d'édition là-bas a périclité... »*

Comme elle l'explique dans un autre entretien, Marsa Paris n'avait pas l'argent pour payer un transporteur suffisamment professionnel, et « n'avait pas les reins

²³. Selon notre base de données bibliographiques.

assez solides », pour perdre autant de livres. Elle cesse d'acheter ses livres à Marsa Alger, qui, privée de la majeure partie de ses revenus, arrête alors presque aussitôt ses activités (en 2005).

Pas assez solide, la double maison d'édition n'était paradoxalement pas non plus assez petite. Sa taille acquise pendant les quatre premières années parisiennes justifiait l'ambition d'en faire la maison d'édition centrale en Algérie, par l'importation de textes reconnus publiés d'abord en France. A l'inverse, la jeune maison d'édition littéraire Barzakh, misant sur de nouveaux écrivains locaux et dont la production est ajustée à sa clientèle algérienne, se développe (comme d'autres après elle) en harmonie avec les contraintes du marché algérien. Elle a par ailleurs axé sa politique éditoriale contre l'étiquette de « littérature de l'urgence » qui a en partie permis de stigmatiser Marsa.

Paradoxalement donc, le capital économique et symbolique accumulé à Paris n'a pas été reconvertible à Alger : Marsa Alger s'avère trop petite ou trop grande pour le marché algérien, pas assez ou trop française malgré sa marginalité parisienne.

*

Le cas d'ALA contribue à rompre avec une représentation parfois simplificatrice des transferts de capitaux à l'international. S'il ne fait pas de doute que les hiérarchies internationales dans un domaine particulier (la littérature en l'occurrence) entraînent dans un sous-espace dominé (le champ littéraire algérien) une valorisation de la marque internationale (être publié, voire reconnu à Paris), en revanche l'accumulation, et surtout la conservation d'un capital transnational pour une institution marquée par son caractère périphérique (revue algérienne en France) ne vont pas de soi. Ce sont les circonstances de la guerre civile qui ont valorisé en France la marque algérienne, permettant la création d'ALA à Paris, et attirant à elle des capitaux symboliques, mais aussi économiques. Ceux-ci n'ont certes pas été suffisants pour faire pénétrer la revue autrement que de manière marginale dans l'espace littéraire français, mais ils l'ont été pour la rendre symboliquement centrale dans le champ littéraire algérien. Son déclassement montre la fragilité du capital transnational acquis. Si le transfert de capitaux français à la revue algérienne a été possible grâce à la conjoncture, en revanche la reconversion de ceux-ci a été un échec. Le capital de lancement, d'origine militante, n'a pas pu être reconverti en capital à long terme : la perte de lectorat pouvait sembler inéluctable en France pour une revue « marquée », et qui survit grâce à sa conversion partielle mais tardive aux littératures « beurs ». Mais elle n'est pas parvenue non plus à détacher son image de la dimension politique qui l'avait caractérisée à l'origine, et contre laquelle les nouvelles générations d'écrivains et d'éditeurs algériens se sont positionnées dans un premier temps. Bien plus, elle n'est pas arrivée à convertir ce capital français en capital proprement algérien : Marsa Alger, trop grosse car trop française par ses capitaux, n'est pas parvenue à investir concrètement l'espace algérien, et a périclité aussitôt que ces derniers ont manqué. A l'origine de son succès, ce capital transnational est aussi à l'origine de son déclin relatif.

Bibliographie

Casanova P. (2008), *La République mondiale des lettres*, Paris, Le Seuil (coll. « Points. Série Essais »).

Ducournau C. (2012), « Écrire, lire, élire l'Afrique: les mécanismes de réception et de consécration d'écrivains contemporains originaires de pays francophones d'Afrique subsaharienne », Thèse de doctorat, École doctorale de l'École des hautes études en sciences sociales, Paris.

Huggan G. (2001), *The postcolonial exotic: marketing the margins*, London/New York, Routledge.

Leperlier T. (2011), « Les Français et la Francophonie, perspective postcoloniale sur la représentation de la littérature francophone en France. », Minho (Portugal), Universidade do Minho, pp. 63-77.

Sapiro G. (dir.) (2008), *Translatio : le marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation*, Paris, CNRS (coll. « Culture & société »).

Wallerstein I. (2004), *World-systems analysis: an introduction*, Durham, Duke University Press.